

gine des documents. J'ai eu la preuve de la qualité d'officier de mon homme; j'ai vu son brevet. Comme, en effet, situation serait dangereuse pour moi avec un officier français, je me suis arrangé pour ne pas conduire personnellement des négociations. J'ai dit à l'homme d'apporter ce qu'il a. C'est absolument vrai; les documents viennent du bureau des renseignements. Ils n'ont aucune relation avec des informations venant d'un corps de troupes. Leur importance tient seulement de ceci qu'ils viennent du ministère...

En résumé, le colonel de Schwartzkoppen, qui est l'auteur de cette pièce, y fait allusion à un officier dont la qualité paraissait douteuse, puisqu'il était nécessaire de réclamer de lui des preuves de sa qualité d'officier.

Or, on ne peut admettre qu'il en fût ainsi d'un officier à l'état-major. D'où il résulte : 1° que le mot *patent* n'était pas applicable à Dreyfus; 2° que si la pièce douteuse ne peut constituer une charge contre Dreyfus, c'est que l'état-major en a sciemment faussé la traduction.

Ajoutons que cette pièce prouve aussi, par son caractère, que les relations avec le traitre avaient commencé bien peu de temps auparavant, et que cela coïncide avec les déclarations d'Estherazy, qu'il a été en relations avec le colonel de Schwartzkoppen en 1893-1894.

3° Pièce relative aux réserves, versée au dossier secret de 1894, et insérée au dossier militaire secret de 1898 sous le numéro 40.

Il s'agit d'une lettre de B à A (Panizzardi à Schwartzkoppen) écrite en janvier 1894.

On ne s'aperçoit qu'en juillet 1894 de l'importance de cette pièce.

Voici quelle était son importance : l'agent B... faisant allusion dans cette lettre à une question de recrutement ou d'appel dont les deux agents s'occupaient simultanément, B... dit à A... :

« J'ai écrit encore au colonel Davignon et c'est pour ça que je vous prie, si vous avez l'occasion de vous occuper de cette question avec votre ami, de le faire particulièrement, de façon que Davignon ne vient pas à le savoir. Du reste, il ne répondrait pas; car il faut jamais faire voir qu'un... (agent) s'occupe de l'autre... »

Le colonel Davignon était alors sous-chef du 2^e bureau et remplaçait le colonel Sancy, chef du bureau.

Le capitaine Cugnet, en communiquant le dossier secret militaire à la Cour de cassation, dépose à ce sujet :

Il est évident que B... (Panizzardi), met en garde l'agent A... (Schwartzkoppen), contre une indiscrétion possible, dans le cas où A... aurait fait demander par son ami le même renseignement que B... a demandé officiellement au sous-chef du 2^e bureau. Il ne paraît pas résulter de cette préoccupation de l'agent B... que l'ami dont il est question est le 2^e bureau, sous les ordres du colonel Davignon; autrement on ne comprendrait pas comment le colonel Davignon pourrait apprendre les démarches que ferait l'ami. On saisit très bien, au contraire, la préoccupation de B... si l'ami est au deuxième bureau; il est évident, en effet, que si le colonel Davignon prenait un autre officier s'occupant de trouver un renseignement sur une question aussi spéciale, aussi en dehors des attributions propres du 2^e bureau, que la question dont s'occupe B..., et dont il a parlé officiellement au colonel Davignon, ce dernier en conclurait immédiatement que des relations existent entre B... ou quelque autre agent du même ordre et cet officier.

2° Constatation qui, à mes yeux, est peut-être plus grave : B... et A..., d'après le ton de la lettre, ont évidemment intérêt à dissimuler ces relations; cependant, au vu et au su de tout le monde, ils ont des relations personnelles, quelquefois très étroites, avec un certain nombre d'officiers de l'état-major de l'armée. Pourquoi faut-il cacher les relations avec cet ami? C'est que, dans le cas où ces relations seraient connues, il ne serait pas possible de faire croire qu'il s'agit de relations purement mondaines. Le colonel Picquart a dit, dans son mémoire, que l'ami en question pouvait être le commandant d'Asiong, chef de section au 2^e bureau, ou encore le colonel de Sancy, ou encore le colonel du 2^e bureau, le colonel Davignon n'eût pas trouvé étonnant que A... ou B... ait demandé à l'un d'eux de fournir le renseignement, absolument banal d'ailleurs, dont ils avaient besoin. Je suppose, au contraire, que cet ami, au lieu d'être l'un des officiers que je viens de nommer, ait été Dreyfus; il est bien évident que le colonel Davignon eût été stupéfait de voir Dreyfus s'occuper à trouver un renseignement pour A... ou pour B..., car il savait bien que Dreyfus n'avait pas et ne pouvait avoir de relations mondaines ni avec A... ni avec B... en raison de sa qualité d'assilié.

Dans sa lettre du 14 septembre 1898 au garde des sceaux, le colonel Picquart s'explique sur le passage du commentaire du commandant du Paty qui visait la même pièce; le raisonnement du commandant du Paty de Clam était analogue à celui du capitaine Cugnet :

Ce commentaire est absurde, écrit le colonel Picquart. D'abord, rien n'a jamais permis d'établir que A... a eu des relations avec Dreyfus. Si on admet que le bordereau est de ce dernier, rien n'indique en tout cas que cet ami soit Dreyfus, ni que ce soit quelqu'un qui fournisse à A... des documents secrets. B... parle trop légèrement de cela, surtout quand il dit : « Il ne faut pas que Davignon le sache, c'est-à-dire que ce soit le chef de bureau, soit du Paty lui-même qui était lié avec A... soit le chef de la section étrangère à ce moment-là... »

Tous ces officiers étaient en excellents termes avec A... et n'auraient pas hésité, à lui donner le renseignement banal comme celui dont il est question.

Les attaches militaires étrangères allaient environ une fois par semaine au deuxième bureau, où, à cette époque, on les recevait très libéralement sur tout ce qui n'était pas confidentiel; les officiers du deuxième bureau se plaignaient même de travailler plus pour les attaches étrangères que pour l'état-major.

Il est évident que les termes dans lesquels le colonel Panizzardi parle de l'ami A... excluent l'idée que cet ami est un informateur secret. Le seul point qui préoccupe le colonel Panizzardi, qu'on ne sache pas que lui et M. de Schwartzkoppen travaillent ensemble. Il traduit cette préoccupation par ces mots : « Il ne faut jamais faire voir qu'un... (agent) s'occupe de l'autre. En somme, c'est bien la collaboration qu'il veut cacher, le document demandé n'ayant, ainsi que l'a fait remarquer Picquart, aucun caractère officiel.

Cela est si vrai que l'état-major, dans son désir de chercher à atteindre Dreyfus par tous les moyens, ajouta, au dossier secret de 1898, une lettre adressée à l'agent A... par un des amis. (Pièce ins-

crée au dossier militaire secret sous le numéro 45.)

Cette lettre, dit le capitaine Cugnet, a été écrite au moment où la presse de tous les pays s'occupait activement des poursuites dirigées contre Dreyfus. Faisant allusion à une réponse faite par le colonel Collard, chef du premier bureau, à une demande de renseignements, cet ami dit à l'agent A. :

— En ce qui concerne la réponse de M. Collard, c'est un modèle; mais je ne m'en étonne pas autrement, car c'est une manifestation de ce vieux levain de haine qui existe toujours et qui n'a même fait que croître avec les années. Ou bien Dreyfus joue-t-il un rôle en cette affaire ?

A propos de cette dernière phrase, fait remarquer le capitaine Cugnet, on s'est demandé si, dans le cas où Dreyfus serait innocent, l'ami de A... ne profiterait pas de notre erreur pour nous tourner en ridicule, étant donné le ton de persiflage de sa lettre à notre égard.

On a cru y voir un aveu de culpabilité par préférence d'innocence.

Mais toutes les explications subtiles du capitaine Cugnet ne sauraient aboutir qu'à une conclusion fautive. Le sens de cette lettre ressort bien clairement. L'ami de A. veut dire que Dreyfus est la cause qu'on se tient sur la réserve vis-à-vis des officiers étrangers auxquels, avant, on cherchait à faire plaisir.

Et voilà qui doit nous éclairer suffisamment sur la valeur des pièces qui ont servi à renforcer, en 1893, ce qui restait du dossier secret de 1894.

Mais revenons à la pièce n° 40, et expliquons quel a été son rôle au dossier secret de 1894.

Nous pouvons affirmer qu'elle a été communiquée au Conseil de guerre, surtout comme un élément de comparaison, pour authentifier la pièce : « Ce canaille de D... »

En effet, la pièce n° 40, signée d'un pseudonyme qui commence par la lettre B..., est d'une écriture identique à celle de la pièce « Canaille de D... ». Donc, les juges ont pu reconnaître, par comparaison, que la pièce « Canaille de D... » avait bien pour auteur le même attaché militaire qui cachait le pseudonyme B (Panizzardi).

Ceci établi, le colonel Maurel affirmait aux juges que l'initiale D, de la pièce « Canaille de D... », signifiait bien Dreyfus.

4° Pièce versée au dossier secret de 1894 et figurant sous le n° 26 au dossier militaire secret de 1898.

Cette pièce concerne l'organisation militaire des chemins de fer français.

Par la pièce n° 26, B... annonce à A... qu'il aura bientôt l'organisation militaire des chemins de fer français.

Cette pièce n'est pas datée par son auteur. Elle porte simplement, à l'encre rouge, de la main d'un officier du service des renseignements, la date d'avril 1894.

Le capitaine Cugnet, en la communiquant à la Cour, s'appuyant sur cette date ajoutée, fait remarquer que Dreyfus, au moment où la pièce est arrivée au service des renseignements, venait de quitter le 4^e bureau de l'état-major de l'armée, service militaire des chemins de fer, où il avait accompli un stage de six mois (du 1^{er} juillet au 31 décembre 1893).

Le général Rogée a repris l'argumentation du capitaine Cugnet, alléguant, comme lui, et pour la même raison, que « cette pièce peut désigner Dreyfus ».

Mais il est facile de répondre à ces insinuations : 1° il n'est pas établi qu'il s'agisse de Dreyfus; 2° il n'est pas prouvé que le rédacteur de la lettre ait envoyé les pièces; 3° qu'il soit question d'espionnage.

Au surplus, il n'y a aucune concordance entre le séjour de Dreyfus au bureau en question et la note de l'attaché militaire étranger.

2° Pièce relative à un voyage d'un attaché militaire en Suisse.

Cette pièce est un rapport indiquant que l'attaché militaire E se serait rendu en Suisse sans autorisation spéciale. A (Schwartzkoppen) l'aurait su et s'en serait plaint au 2^e bureau.

Nous reproduisons simplement les observations du colonel Picquart quant à cette pièce :

J'avoue que je ne comprends pas bien ce qu'elle peut signifier. Comment Schwartzkoppen peut-il se plaindre au 2^e bureau que l'attaché militaire E se soit rendu en Suisse sans autorisation spéciale ?

Comme on avait su le départ de E, au 2^e bureau, par le service des renseignements, celui-ci en a induit que A avait été averti par son ami du 2^e bureau.

Je crois bien que le renseignement avait été donné à notre service de renseignements par la personne honnête dont il a été parlé dans le témoignage de Henry et transmis par l'agent Guinée. Ce serait un fait à vérifier.

En tous cas, je suis presque certain que Guinée a fait un rapport à ce sujet.

J'estime que A a pu être averti d'une façon bien plus simple, les agents étrangers ayant entre eux des relations assez suivies pour qu'un départ soit immédiatement connu.

Picquart ajoute : « Je crois, d'ailleurs, me souvenir que E était particulièrement lié avec A, ce qui rendrait l'information rapide de A absolument naturelle. »

Si c'est été un agent secret du 2^e bureau qui eût averti A, il paraîtrait extraordinaire que A fût venu montrer immédiatement au 2^e bureau qu'il avait ce renseignement.

Cette dernière phrase prouve évidemment que cette pièce ne regarde pas Dreyfus.

Donnons la clef de cette énigme.

L'état-major soutient que le colonel Panizzardi et M. de Schwartzkoppen se sentant surveillés n'auraient pas voulu aller en Suisse où les appelaient leur service d'espionnage. Ils se seraient alors adressés à un de leurs collègues, attaché militaire d'une autre puissance, et celui-ci se serait rendu, à leur place et dans leur intérêt, en Suisse. Mais le bureau des renseignements aurait été prévenu de cette supercherie (par l'agent Guinée) et aurait pris des mesures pour déjouer ce projet.

C'est alors qu'une personne du ministère, un officier, Dreyfus — tout cela est supposé à plaisir — instruit de cette circonstance, aurait fait savoir à M. de Schwartzkoppen que sa ruse était découverte.

Cette histoire ne tient pas debout. Remarquons simplement qu'on y retrouve Guinée — l'homme d'Henry — et M. de B... »

6° Télégramme Panizzardi, du 2 novembre 1894.

Nous avons dit que la version faussée de cette dépêche avait été versée au dossier de 1894, et le capitaine Cugnet nous en a donné la preuve.

Ajoutons que la version produite sous le n° 44, au dossier militaire, n'a pas pu,

comme le soutient le général Gonse, être reconstituée de mémoire. C'est avec l'ébauche ou se trouvait hypothétiquement les mots « Germania, proba, relatione, etc. », que la copie en a été faite. Cela résulte de la seule comparaison du texte avec les deux versions dont le général Gonse a le souvenir. Cette ébauche était donnée sur du papier à cases, avec les chiffres, et n'avait pas été perdue. Elle avait figuré au dossier secret, et Henry la gardait par devers lui.

Ajoutons que le journal *le Temps*, dans son numéro d'hier, confirme de source autorisée que le télégramme Panizzardi a été lu en chambre du Conseil, par le colonel Maurel, et qu'il a attiré toute l'attention des juges.

7° LETTRES DE L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE DE 1894.

Y avait-il, dans le dossier secret, une correspondance de l'empereur d'Allemagne ?

Nous croyons pouvoir répondre : oui, et c'est probablement parce que le commandant original et complet du commandant du Paty de Clam y faisait allusion qu'il a été détruit au fur et à mesure.

M. Hanotaux, saisi de ce qui se tramait, a voulu sauvegarder sa responsabilité future.

Le 7 décembre 1894, il a rédigé un mémoire qui a été mis sous scellés et placé dans le coffre secret du ministère des affaires étrangères. Les scellés ont été rompus à la fin de 1897, remplacés ensuite, pour être encore ouverts, au début de 1899.

Dans ce mémoire, que nous résumons, le ministre raconte, en vue d'instruire ses successeurs :

« 1° J'ai fait tous les efforts possibles pour dissuader le général Mercier, le suppléant de ne pas introduire cette affaire. Il crut même avoir partie gagnée, puis le général Saussier était de son avis. »

« 2° Que, plus tard, le général Mercier lui ayant dit qu'il ne pouvait pas reculer — car de nombreux officiers, des experts, connaissaient l'arrestation — il lui demanda si on avait trouvé d'autres documents que le bordereau, seule charge dont on parlait. Le général Mercier ne voulut pas répondre autre chose que ceci : « Notre conviction est faite. Je lui ai fait part alors, dit M. Hanotaux, de mes très vives inquiétudes. J'ai vu M. Dupuy, après M. Casimir-Perier. J'ai supplié... »

« Et M. Hanotaux, impuissant, ajoute : « J'ai raconté les faits au fur et à mesure qu'ils se sont passés. »

Les deux ou trois fausses lettres de l'empereur d'Allemagne sont celles qu'Henry a qualifiées, au procès Zola — racontant une conversation qu'il a eue avec Sandherr — de pièces ultra-secrètes. Henry et Sandherr se sont enveloppés de mystère pour parler de ces documents.

L'existence matérielle de ces faux a été affirmée dans deux articles qui ont paru dans *l'Intransigeant*, peu de jours après la visite de M. Pauffin de Saint-Morel, chef de cabinet du général de Boisdeffre, à M. Rochefort et dans un discours de M. Millevoye, le 17 novembre 1897.

Il résulte de la déposition de M. Paléologue que, le colonel Henry, causant avec lui, fit allusion à l'existence de lettres de l'empereur d'Allemagne. M. Paléologue affirmait que, n'ayant, ni après le procès Dreyfus, le ministre des affaires étrangères n'aurait été saisi de ces pièces.

M. Paléologue précise dans quelles conditions Henry lui a tenu ce langage.

Dans l'après-midi du 17 novembre 1897, jour où il communiqua au ministre de la guerre la déclaration de M. de Schwartzkoppen affirmant sur l'honneur l'innocence de Dreyfus, M. Paléologue vit Henry, dont il avait déjà constaté le trouble le matin même, et celui-ci lui dit :

« Nous avons les mains pleines de preuves. Il y a les lettres de l'empereur d'Allemagne. »

M. Andrade a déposé sur ce sujet, en ces termes :

« J'affirme que dans le dossier Dreyfus a figuré une prétendue correspondance entre ce dernier et l'empereur d'Allemagne. Je tiens le fait d'une indiscrétion du général de Boisdeffre à la princesse Mathilde qui lui exposait ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Le général répondit : « Ah ! si vous aviez vu ce que j'ai vu ! — Quoi donc ? — Eh bien ! j'ai vu, de mes yeux vu, une lettre de l'empereur d'Allemagne à Dreyfus. » La princesse a répondu, en substance : « Général, je ne suis qu'une simple princesse. Mais j'ai pourtant assez l'habitude des Cours pour savoir qu'il y a des choses qui ne se font pas. Vous avez peut-être vu, mais ce que vous avez vu n'était pas la vérité. »

Il s'agit de nouveaux faux, évidemment, et qui donc, si ce n'est Henry, a pu les commettre ?

Il est vrai que, dans son discours à la Chambre des députés, du 20 janvier 1899, en réponse à la lettre de M. Paschal Grousset, M. Delcassé a déclaré, après M. Hanotaux et Dovel, que ces lettres de l'empereur d'Allemagne n'avaient jamais existé. (C'est même à cette occasion qu'a été ouvert le mémoire de M. Hanotaux.) Mais pouvait-on agir autrement ? Quel gouvernement aurait osé avouer ces faux ?

Ajoutons qu'un incident diplomatique grave fut déjà suscité par la publication de *l'Intransigeant*, du 17 novembre 1897, à propos des lettres de l'empereur d'Allemagne.

Déjà le gouvernement allemand avait affirmé, de toute façon, l'innocence de Dreyfus, et des conflits diplomatiques avaient surgi en janvier 1895. Ils avaient été heureusement réglés.

Lorsque *l'Intransigeant* parla des lettres de Guillaume II, M. de Münster alla trouver le ministre et lui dit :

— Mon souverain veut bien ne pas se préoccuper de vos fausses lettres, mais ceci est trop fort et « dépasse toute mesure ». Faites taire votre presse.

Notre ministre objecta que le régime libre de la France ne permettait pas cela, qu'une poursuite ne serait pas sans inconvénients graves pour le gouvernement français. On demanda à l'ambassadeur de bien vouloir se contenter d'un démenti officiel. Guillaume II accéda à ce désir, et une note officielle on ne peut plus catégorique fut donnée.

Le commentaire du commandant du Paty de Clam

Nous avons dit qu'au commencement de décembre 1894, le colonel Sandherr remit au colonel du Paty de Clam le dossier des pièces secrètes et lui demanda un commentaire sur ces pièces.

Le commandant du Paty de Clam était

blité ce commentaire avec le concours du colonel Sandherr.

— Cette note, nous dit le général Gonse, avait été rédigée, par ordre du ministre de la guerre (général Mercier) et pour lui seul.

Le ministre de la guerre avait donné l'ordre au colonel Sandherr de détruire cette pièce. Le colonel Sandherr n'avait exécuté qu'en partie l'ordre du ministre, puisque l'original en avait été détruit et qu'il en avait gardé une copie.

La copie de ce commentaire était en son dossier secret en novembre 1896. Voici, en effet, ce que raconte le colonel Picquart :

— Le général de Boisdeffre et le général Gonse ne m'ont fait aucune objection quand je leur ai montré les pièces jointes au commentaire, en leur disant :

« Je vous prie d'examiner les pièces qui ont été montrées aux juges; vous verrez qu'elles ne peuvent s'appliquer à Dreyfus. »

Et ils ont regardé ces pièces avec moi, comme étant des pièces communiquées aux juges.

Le commentaire accompagnait ces pièces.

Je l'ai remis, avec toutes les autres pièces, au général Gonse, quand il m'a redemandé le dossier secret, vers la fin d'octobre 1896.

Puis le capitaine Cugnet déclare :

Quand j'ai reçu le dossier des mains du général Gonse en juillet 1898, ce commentaire ne s'y trouvait pas. Antérieurement à cette date, et depuis le mois de mai 1898, j'avais bien eu à m'occuper du dossier secret; mais, plus alors que postérieurement, je n'ai vu ni connu l'existence du commentaire dont il s'agit.

Qu'est devenue cette copie ? Le général Gonse raconte :

Cette copie — qui était la propriété de M. le général Mercier — lui a été remise par moi, sur l'ordre du chef d'état-major général, fin 1897.

M. de Freycinet, dans sa lettre à M. Viviani du 6 mai 1899, écrit :

Le général Mercier alléguait que le colonel Sandherr a détruit l'original, et que lui-même en a brûlé la copie en présence du général Gonse.

Une lettre du général Gonse confirme le dire du général Mercier.

Le commandant du Paty de Clam, devant les Chambres réunies, se montre très embarrassé. Provoqué à s'expliquer, il déclare que l'original de son commentaire n'a pas été soumis aux juges du Conseil de guerre. Mais, quand on lui parle de la copie, il refuse de répondre.

De plus, interrogé sur ce qu'il appelle « la simple nécessité d'établir une concordance », il déclare :

« Il s'agissait d'établir la concordance entre ces pièces, en vue d'établir qu'il y avait une trahison à l'état-major de l'armée. »

Et il ajoute :

« Je n'ai pas vu le dossier; j'ai vu un certain nombre de pièces tirées d'un dossier et qui ont été mises successivement sous mes yeux. »

Les pièces énumérées par le colonel Picquart faisaient partie de celles qui ont passé sous mes yeux; je ne m'en souviens pas assez pour pouvoir les énumérer moi-même; le nom de Dreyfus n'a pas été écrit par moi dans cette note, autant que je me suis en souvenir.

Le général Gonse a plus de mémoire :

Ce commentaire, dit-il, s'appliquait, autant qu'il m'en souviens, au Mémento de l'agent A, qui commence par les mots : « Doute — Preuve »; à la lettre de B à A, où il est question de la Canaille de D... »

Il est certain que c'est la copie du commentaire qui a été soumise aux juges. Cette pièce, qui contenait une sorte de biographie relative à Dreyfus, était d'une belle écriture calligraphique écrite sur papier blanc à l'encre du ministère de la guerre, cabinet du ministre.

Il y était dit ceci :

« Alors que Dreyfus était à l'Ecole de pyrotechnie de Bourges en qualité de capitaine d'artillerie, notre service d'informations a l'étranger fit savoir aux bureaux du ministère de la guerre que le sergent Robin, qui était fabriqué en secret dans les ateliers militaires de Bourges, était connu en Allemagne, et que la connaissance qu'en avaient eue les Allemands coïncidait avec l'époque du séjour de Dreyfus à Bourges. » (Voir la déposition du commandant Hartmann.)

« Le service des renseignements recut avis que l'on avait connaissance à Berlin d'un document qui était une copie de la lettre de Dreyfus à la princesse Mathilde qui lui exposait ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Le général répondit : « Ah ! si vous aviez vu ce que j'ai vu ! — Quoi donc ? — Eh bien ! j'ai vu, de mes yeux vu, une lettre de l'empereur d'Allemagne à Dreyfus. » La princesse a répondu, en substance : « Général, je ne suis qu'une simple princesse. Mais j'ai pourtant assez l'habitude des Cours pour savoir qu'il y a des choses qui ne se font pas. Vous avez peut-être vu, mais ce que vous avez vu n'était pas la vérité. »

« Le service des renseignements recut avis que l'on avait connaissance à Berlin d'un document qui était une copie de la lettre de Dreyfus à la princesse Mathilde qui lui exposait ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Le général répondit : « Ah ! si vous aviez vu ce que j'ai vu ! — Quoi donc ? — Eh bien ! j'ai vu, de mes yeux vu, une lettre de l'empereur d'Allemagne à Dreyfus. » La princesse a répondu, en substance : « Général, je ne suis qu'une simple princesse. Mais j'ai pourtant assez l'habitude des Cours pour savoir qu'il y a des choses qui ne se font pas. Vous avez peut-être vu, mais ce que vous avez vu n'était pas la vérité. »

« Le service des renseignements recut avis que l'on avait connaissance à Berlin d'un document qui était une copie de la lettre de Dreyfus à la princesse Mathilde qui lui exposait ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Le général répondit : « Ah ! si vous aviez vu ce que j'ai vu ! — Quoi donc ? — Eh bien ! j'ai vu, de mes yeux vu, une lettre de l'empereur d'Allemagne à Dreyfus. » La princesse a répondu, en substance : « Général, je ne suis qu'une simple princesse. Mais j'ai pourtant assez l'habitude des Cours pour savoir qu'il y a des choses qui ne se font pas. Vous avez peut-être vu, mais ce que vous avez vu n'était pas la vérité. »

« Le service des renseignements recut avis que l'on avait connaissance à Berlin d'un document qui était une copie de la lettre de Dreyfus à la princesse Mathilde qui lui exposait ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Le général répondit : « Ah ! si vous aviez vu ce que j'ai vu ! — Quoi donc ? — Eh bien ! j'ai vu, de mes yeux vu, une lettre de l'empereur d'Allemagne à Dreyfus. » La princesse a répondu, en substance : « Général, je ne suis qu'une simple princesse. Mais j'ai pourtant assez l'habitude des Cours pour savoir qu'il y a des choses qui ne se font pas. Vous avez peut-être vu, mais ce que vous avez vu n'était pas la vérité. »

« Le service des renseignements recut avis que l'on avait connaissance à Berlin d'un document qui était une copie de la lettre de Dreyfus à la princesse Mathilde qui lui exposait ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Le général répondit : « Ah ! si vous aviez vu ce que j'ai vu ! — Quoi donc ? — Eh bien ! j'ai vu, de mes yeux vu, une lettre de l'empereur d'Allemagne à Dreyfus. » La princesse a répondu, en substance : « Général, je ne suis qu'une simple princesse. Mais j'ai pourtant assez l'habitude des Cours pour savoir qu'il y a des choses qui ne se font pas. Vous avez peut-être vu, mais ce que vous avez vu n'était pas la vérité. »

« Le service des renseignements recut avis que l'on avait connaissance à Berlin d'un document qui était une copie de la lettre de Dreyfus à la princesse Mathilde qui lui exposait ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Le général répondit : « Ah ! si vous aviez vu ce que j'ai vu ! — Quoi donc ? — Eh bien ! j'ai vu, de mes yeux vu, une lettre de l'empereur d'Allemagne à Dreyfus. » La princesse a répondu, en substance : « Général, je ne suis qu'une simple princesse. Mais j'ai pourtant assez l'habitude des Cours pour savoir qu'il y a des choses qui ne se font pas. Vous avez peut-être vu, mais ce que vous avez vu n'était pas la vérité. »

« Le service des renseignements recut avis que l'on avait connaissance à Berlin d'un document qui était une copie de la lettre de Dreyfus à la princesse Mathilde qui lui exposait ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Le général répondit : « Ah ! si vous aviez vu ce que j'ai vu ! — Quoi donc ? — Eh bien ! j'ai vu, de mes yeux vu, une lettre de l'empereur d'Allemagne à Dreyfus. » La princesse a répondu, en substance : « Général, je ne suis qu'une simple princesse. Mais j'ai pourtant assez l'habitude des Cours pour savoir qu'il y a des choses qui ne se font pas. Vous avez peut-être vu, mais ce que vous avez vu n'était pas la vérité. »

« Le service des renseignements recut avis que l'on avait connaissance à Berlin d'un document qui était une copie de la lettre de Dreyfus à la princesse Mathilde qui lui exposait ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Le général répondit : « Ah ! si vous aviez vu ce que j'ai vu ! — Quoi donc ? — Eh bien ! j'ai vu, de mes yeux vu, une lettre de l'empereur d'Allemagne à Dreyfus. » La princesse a répondu, en substance : « Général, je ne suis qu'une simple princesse. Mais j'ai pourtant assez l'habitude des Cours pour savoir qu'il y a des choses qui ne se font pas. Vous avez peut-être vu, mais ce que vous avez vu n'était pas la vérité. »

« Le service des renseignements recut avis que l'on avait connaissance à Berlin d'un document qui était une copie de la lettre de Dreyfus à la princesse Mathilde qui lui exposait ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Le général répondit : « Ah ! si vous aviez vu ce que j'ai vu ! — Quoi donc ? — Eh bien ! j'ai vu, de mes yeux vu, une lettre de l'empereur d'Allemagne à Dreyfus. » La princesse a répondu, en substance : « Général, je ne suis qu'une simple princesse. Mais j'ai pourtant assez l'habitude des Cours pour savoir qu'il y a des choses qui ne se font pas. Vous avez peut-être vu, mais ce que vous avez vu n'était pas la vérité. »

« Le service des renseignements recut avis que l'on avait connaissance à Berlin d'un document qui était une copie de la lettre de Dreyfus à la princesse Mathilde qui lui exposait ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Le général répondit : « Ah ! si vous aviez vu ce que j'ai vu ! — Quoi donc ? — Eh bien ! j'ai vu, de mes yeux vu, une lettre de l'empereur d'Allemagne à Dreyfus. » La princesse a répondu, en substance : « Général, je ne suis qu'une simple princesse. Mais j'ai pourtant assez l'habitude des Cours pour savoir qu'il y a des choses qui ne se font pas. Vous avez peut-être vu, mais ce que vous avez vu n'était pas la vérité. »

« Le service des renseignements recut avis que l'on avait connaissance à Berlin d'un document qui était une copie de la lettre de Dreyfus à la princesse Mathilde qui lui exposait ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Le général répondit : « Ah ! si vous aviez vu ce que j'ai vu ! — Quoi donc ? — Eh bien ! j'ai vu, de mes yeux vu, une lettre de l'empereur d'Allemagne à Dreyfus. » La princesse a répondu, en substance : « Général, je ne suis qu'une simple princesse. Mais j'ai pourtant assez l'habitude des Cours pour savoir qu'il y a des choses qui ne se font pas. Vous avez peut-être vu, mais ce que vous avez vu n'était pas la vérité.

de la présence de matière amyloïde (écaille) et de résine et l'absence de gomme.

Les essais sur le papier à lettre ont fourni le même résultat.

Après une courte immersion dans l'éther à froid, les trois papiers perdent leur transparence et, vus par réflexion, paraissent d'un blanc mat.

Enfin, nous avons déterminé par des observations au microscope la nature des fibres qui étaient entrées dans la composition de la pâte. Cet examen a démontré que les trois papiers avaient été fabriqués avec de la cellulose de bois (bois chimique). On y rencontre seulement quelques fibres de chiffons.

Autres recherches. Nous avons cherché, d'autre part, à nous éclaircir sur la provenance de ces papiers, mais nous n'avons pas tardé à reconnaître l'impossibilité de déterminer avec certitude l'usine où ils avaient été fabriqués, aucune indication spéciale, telles que marques ou vestiges de marque de fabrique, ne nous en ayant fourni les moyens, aucun caractère particulier ne nous ayant mis à même de préciser cette origine. Ce que nous avons reconnu, c'est que les papiers de cette espèce avaient un certain écoulement à Paris, dans les départements et à l'étranger, il y a une douzaine d'années, et que, depuis cette époque, cet écoulement s'était progressivement amoindri, sans cependant être arrivé à disparaître, car il existe à Paris, et vraisemblablement dans d'autres villes, des maisons qui possèdent encore cet article dans leurs magasins et en vendent assez régulièrement.

Conclusions. — Les divers examens, expériences et recherches qui précèdent nous ont amenés à formuler les conclusions suivantes : 1° Les mesures extérieures des trois documents examinés sont les mêmes, représentant la feuille plée in-octavo coquille du format français usuel.

2° Les mesures du quadrillage, mesurées usuelles en France faites au canevass ; 3° La nuance du papier du bordereau et celle de la lettre de Rouen du 17 août 1894 sont identiques ; 4° La nuance du papier de la lettre de Courbevoie du 17 avril 1892 est d'une nuance plus légèrement blanche ; 5° Au toucher nous n'avons pas trouvé de différence appréciable ; 6° Ces papiers ont la même transparence ; 7° L'épaisseur ne varie sur chaque échantillon que de deux centièmes et deux centièmes au quart de millimètre et est la même pour les trois ; 8° Le poids peut être considéré comme identique ; 9° Le collage est le même ; 10° Les matières premières employées à la fabrication sont composées dans les trois pièces de cellulose de bois chimique avec un très faible mélange de chiffon ; 11° Quant à la provenance, il ne nous est pas possible de la préciser exactement, toutefois nous la supposons française.

En résumé, la pièce dite du « bordereau », la lettre du 17 août 1894 et la lettre du 17 avril 1892, nous présentent les caractères de la plus grande similitude.

Nous, arbitres soussignés, avons dressé le présent rapport en toute bonne foi et équité, à Paris, le 26 novembre 1898.

Signé : PUTOIS, CHOQUET et MARION.

* * * Un rédacteur de la *Liberté* a vu le général Mercier au sujet de la communication du télégramme Panizzari aux juges du Conseil de guerre de 1894, dans les circonstances que nous avons rapportées hier d'après le *Temps*.

Le général Mercier s'est borné, dit notre confrère, à cette brève déclaration : « J'ai maintes fois fait les termes des deux dépositions que j'ai faites devant la Cour de cassation. Je n'ai pas autre chose à dire. »

Voici, quelle fut, au sujet de la déposition Panizzari, la déposition du général Mercier devant la Cour de cassation, le 20 janvier dernier :

Vingt-quatre ou quarante-huit heures après la prise en Conseil de cabinet de la déposition de Dreyfus à la justice militaire, on m'apporta, de la part du ministre des affaires étrangères la traduction d'un télégramme adressé par B à son chef hiérarchique. Cette traduction était à peu près convenue ainsi :

« Dreyfus arrêté ; précautions prises ; prévenu (ou prévenez) émissaire. »

On me donna en même temps avis que la traduction de la fin de ce télégramme était incertaine.

Un ou deux jours après, je reçus du ministre des affaires étrangères une nouvelle version de cette traduction à peu près ainsi conçue :

« Dreyfus arrêté. Si vous n'avez pas relations, démentez officiellement pour éviter polémique. »

En conséquence, je donnai l'ordre de ne tenir aucun compte de ce télégramme et de n'en faire aucun usage dans le cours du procès. Cet ordre fut exécuté.

Le lendemain, le général de Boisdeffre, parlant de la même pièce, dit à la Cour de cassation :

En raison de la divergence et de l'incertitude de ces documents, il n'en a été, à ma connaissance, tenu aucun compte, ni dans l'instruction, ni dans le procès.

Le même jour, le général Gonse déclara à la Cour de cassation que les deux traductions successives données par le ministre des affaires étrangères « ont été mises sous les yeux du ministre ».

Le ministre, ajoute le général Gonse, a prescrit de n'en pas faire état dans le dossier Dreyfus.

En ce qui concerne le rapport que M. Lépine, alors préfet de police, adressa au ministre de la guerre et qui contredisait les renseignements fournis sur Dreyfus par l'agent Guénée, le général Mercier a dit au rédacteur de la *Liberté* qu'il n'avait jamais reçu de rapport de M. Lépine et que, s'il en a été rédigé un, il n'en a jamais eu connaissance.

Le Liseur.

LA CHAMBRE

Mardi 16 mai.

LA LOI SUR LES ACCIDENTS

Ce fagot d'épines a obstrué toute la séance d'aujourd'hui. On sait quel embarras la cause au gouvernement et à la Chambre elle-même. Beaucoup de députés en sont à regretter de lui avoir donné l'investiture légale. Assaillis de tous côtés par les réclamations des ouvriers et des patrons, ils ont très clairement manifesté, au retour des dernières vacances, que cette loi, dite sociale, avait besoin d'être remaniée et qu'il fallait, en tout cas, en retarder l'application pour permettre aux intéressés de prendre leurs précautions contre les obligations qu'elle leur impose et les dangers qu'elle leur fait courir.

Le ministre du commerce, mis en demeure, a présenté un projet de loi destiné « à étendre en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898 » (c'est la loi en question), les opérations de la Caisse na-

tionale d'assurances en cas d'accidents ».

La commission dite de prévoyance a adopté ce projet tel quel et la Chambre l'a discuté aujourd'hui pendant six heures consécutives. L'affaire n'a pas marché comme sur des roulettes. Les esprits sont fort divisés, non pas précisément sur ce petit appendice que le gouvernement s'est empressé d'ajouter à la loi des accidents, mais sur cette loi elle-même, ruine et désespoir des petits patrons. On se querellait dans les couloirs, même avant l'ouverture de la séance et, à certains moments, le débat a pris un caractère très vif, la Chambre étant visiblement coupée en deux.

C'est M. Trannoy, député de Péronne, qui a conduit la première attaque. J'ai déjà eu l'occasion de louer son esprit de pince-sans-rire et le sang-froid railleur que ce Picard, né malin, oppose aux plus violentes interruptions. Mais aujourd'hui, il s'est surpassé lui-même.

Ses exigences n'allaient pas loin : il demandait simplement un sursis, un petit sursis de trois mois. Ouvriers et patrons auraient ainsi le temps d'apprécier les traits de la Caisse nationale, qui ne sont pas prêts — et de s'assurer au mieux de leurs intérêts. Quoi de plus raisonnable ? Quoi de plus juste ?

Les socialistes ont conspué M. Trannoy. Ils n'admettent pas qu'on recule d'un jour l'application de cette loi sur les accidents. Ils reconnaissent qu'elle est *perfectible*, euphémisme parlementaire qui, en bon français, signifie *médiocre* ; mais peu leur importe ; les ouvriers l'attendent depuis vingt ans, il faut la leur servir quand même, non pas sur un plat d'argent, mais sur une assiette de faïence fêlée qui leur claquera dans la main. A défaut de bonnes lois, la clientèle populaire se contente de démonstrations.

M. Trannoy a été applaudi par une bonne moitié de la Chambre. M. Groussier, député socialiste de Paris, lui a succédé à la tribune et a été acclamé par l'autre moitié. Il a mis ses collègues en garde contre l'impression et la déception qu'un nouveau retard produirait parmi la population ouvrière. Il s'est attaché à les convaincre, chiffres en main, que la loi avait beaucoup plus d'avantages que d'inconvénients, qu'elle n'avait même que des avantages ; que les inquiétudes des patrons, petits et grands, étaient vaines ou feintes, que la justice et l'humanité commandaient également de procurer aux travailleurs cette légitime et nécessaire satisfaction.

M. Groussier. — Il ne nous est pas possible d'accepter qu'on ajourne la loi ; si on remet en discussion ses imperfections il faudra attendre des années avant d'aboutir. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.) Or, on a déjà mis vingt ans pour arriver au texte actuel ; et il y a vingt ans que les ouvriers attendent la loi. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

Depuis quatorze mois, ils demandent à quelle date cette loi votée sera enfin appliquée ; et c'est quand ils savent qu'il partira du 1^{er} juin prochain, ils ne sont plus exposés à la misère s'ils survient un accident, qu'on viendrait leur dire : Attendez encore ! Non, cet ajournement est impossible. (Très bien ! très bien !)

Tous les pays ont voté, autour du nôtre, des lois semblables : c'est l'Allemagne, le 6 juillet 1884 ; l'Autriche, le 28 décembre 1887 ; la Norvège, le 23 janvier 1894 ; la Grande-Bretagne, le 26 août 1897 ; le Danemark et l'Italie en 1898.

Seule la France n'avait pas voté de loi sur les accidents du travail ; elle la votait enfin ; et voilà qu'on en demande l'ajournement. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

Depuis quinze ans, les 48 millions d'ouvriers allemands profitent de ces lois protectrices du travail ; la France seule est en retard. Elle a su, à certaines époques, marcher à la tête des nations civilisées ; elle a aujourd'hui fait à faire pour reprendre cette première place qu'elle n'aurait jamais dû quitter. (Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

J'ai mis en présence les deux opinions, représentées par leurs deux plus éloquents interprètes. A partir de ce moment, il n'y aura plus guère que des rabâchages et des redites. Je fais une exception cependant pour le ministre du commerce, M. Paul Delombre. Exécuter des volontés du Parlement, il était dans son rôle en repoussant le délai de trois mois réclamé par M. Trannoy. Il a expliqué, avec un léger excès d'optimisme, que la loi sur les accidents, même imparfaite, constituait un grand progrès social et que le petit projet supplémentaire présenté aujourd'hui suffirait à en faciliter le fonctionnement.

Après ce discours, j'ai bien cru que le gouvernement avait vite gagné ; mais le dernier mot n'était pas dit. La discussion générale étant close, on allait se battre avec acharnement sur les articles — ou plutôt sur l'article unique du projet de loi. Plusieurs députés, MM. Stanislas Ferrand, Girou, Chastenet, Maréjols, Pouquy de Boissier, présents des observations judicieuses, mais qui ne touchent pas au fond même de la loi. Le rapporteur, M. Guieysse, leur répond à tous qu'ils sont gens de sens et de bon sens, mais que, sans le vouloir, ils mettent un bâton dans sa roue, et il les invite à rédiger leurs idées en articles spéciaux dont on s'occupe un autre jour. Ces messieurs se rendent à l'invitation.

M. Aimond, député de Seine-et-Oise, abonde dans le même sens que le rapporteur. Il ne dissimule pas que la loi appelle de notables améliorations ; mais il proclame, après La Fontaine, « qu'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ».

La Fontaine a dit un bon tiens, ce qui change sensiblement le sens de la phrase. La loi est-elle un bon tiens ?

On vote les deux premiers paragraphes de l'article unique du projet ; on adopte un amendement de M. Drake, dont le ministre a soin de dire que, s'il ne peut pas faire de bien, il ne peut pas faire de mal ; et, enfin, on se trouve en présence de l'article additionnel présenté par M. Trannoy comme sanction à son discours.

Cet article additionnel a eu les honneurs de la séance. En voici le texte complet : La loi du 9 avril 1898 ne sera applicable qu'un mois après le jour où la Caisse aura publié ses tarifs officiels, admis les industriels à contracter des polices, et où ces tarifs auront été approuvés par décret rendu sur la proposition du ministre du commerce et du ministre des finances.

Le rapporteur proteste. Il affecte de voir dans cette innocente rédaction une arrière-pensée politique. M. Trannoy, toujours calme et doucement ironique, lui répond que son seul but, où la politique n'a rien à voir, est de mettre les ouvriers et les patrons à même de se prémunir contre l'exécution de la loi sur les

accidents. Le ministre du commerce, moins agressif que le rapporteur, se borne à objecter que, pour éviter tout retard, il vaudrait peut-être mieux ne pas voter l'amendement.

Il rencontre en face de lui M. Gauthier (de Clagny) qui a présenté une disposition suspensive presque semblable à celle de M. Trannoy, et qui la défend avec une éloquente énergie.

M. Gauthier (de Clagny). — En déclarant l'application brutale de la loi au 1^{er} juin, est-ce que vous n'allez pas favoriser les spéculations scandaleuses, en refusant aux industriels le délai d'un mois qui leur permettrait de rechercher les moyens d'échapper à la draconienne mise en demeure des Compagnies à primes fixes ? (Applaudissements au centre et à droite.)

Il est exact qu'à l'égard des peuples voisins la démocratie française est en retard pour les lois de solidarité sociale, alors qu'elle devrait être au premier rang. Mais la conclusion nécessaire c'est de réparer, à ce propos, les paroles de Gambetta : « La première de toutes les réformes, c'est la révision des lois constitutionnelles. (Exclamations à gauche. — Interruptions.) Si vous ne faites pas d'abord celle-là, vous n'en ferez aucune. » (Nouvelles interruptions.)

Si vous n'ajoutez pas à la loi en discussion une disposition tendant à l'ajournement de la loi de 1898, vous risquez de faire échouer devant le Sénat cette loi d'organisation de la Caisse des accidents, tandis qu'en votant l'ajournement à un mois vous sauvez vos intérêts. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Tout est dans tout et, n'en déplaise à la Chambre, il y a des rapports beaucoup moins lointains qu'elle ne le croit entre la révision des lois constitutionnelles et la loi sur les accidents.

Il est très bien extraordinaire qu'un des pères de celle-ci, M. Louis Ricard (de Seine-Inférieure), ne prit pas la défense de sa fille. Il s'est prononcé contre toute prorogation et il s'est écrié, sur un ton de prophète : « La Chambre donnerait un triste spectacle ! »

Telle n'est pas l'opinion de M. Audiffred. Selon lui, une seule question se pose : « Les industriels, dans les conditions que vous allez leur faire, auront-ils le moyen de régler avantageusement leurs primes d'assurances ? Et, en effet, la question est très bien posée. M. de La Porte le nie, mais M. Audiffred l'affirme, et la majorité semble pencher du côté de M. Audiffred, tandis que M. Berteaux penche du côté de M. de La Porte, tout en cherchant un expédient pour rassurer les petits patrons sans ajourner l'application de la loi.

L'heure du vote a sonné. Il s'agit de savoir si l'amendement dilatoire de M. Trannoy, auquel se sont ralliés MM. Laroche-Joubert et Gauthier (de Clagny), l'emportera sur l'intransigeante impatience du gouvernement et de la Commission. Les bulletins bleus et les bulletins blancs tombent dans l'urne en quantité à peu près égale. Il faut pointer et, après une sévère vérification, M. le président Deschanel annonce à la Chambre que l'amendement triomphe, à la majorité de 23 voix, 274 contre 251.

— C'est une nouvelle faillite du parlementarisme ! s'écrie M. Dejeante.

A partir de ce moment, tous les partisans de la loi vont s'ingénier pour obtenir de la Chambre qu'elle soit appliquée à une date fixe. M. de Ramel, M. Klotz demandent le 1^{er} juillet, ferme ; le ministre applique la Chambre vote. Vous croyez que c'est fini ? Quelle erreur ! Les dispositions additionnelles pleuvent, sous forme de correctifs. M. Dumont (du Jura) cherche à établir une distinction entre les petits patrons et les gros. Le ministre s'y oppose et insiste pour que la loi soit soumise au même régime. 120 voix donnent raison au ministre.

La question d'argent n'avait pas encore été posée, elle se pose. En attendant l'application définitive de la loi sur les accidents, MM. Mirman, Berteaux, Groussier et Basly demandent un crédit pour indemniser les ouvriers blessés dans le travail. On s'exclame, etc. M. Mirman s'étonne de ces exclamations et propose un discours qu'il intitule lui-même : « La carte à payer ».

Il est dur, M. Mirman ! Il déclare que le sursis d'un mois constitue une véritable expropriation ouvrière ; disons le mot, un vol ! Le ministre fêtit un pareil langage. Tout le monde parle à la fois et on commence à ne plus s'entendre. Après pointage, l'amendement de M. Mirman est renvoyé à la Commission qui déclare qu'elle l'accepte, parce qu'elle en a délibéré dans les couloirs. Plusieurs députés protestent contre cette précipitation, et prononcent même le mot d'escamotage.

Les choses vont se gâter, lorsque le ministre du commerce, M. Delombre, a la bonne inspiration de réclamer la disjonction. Pourquoi ne pas faire un bloc de toutes ces dispositions additionnelles et les réunir dans un projet de loi spécial ? 308 voix contre 232 se rallient à cette manière de procéder ; mais M. Sembat se fâche et semble menacer la Chambre et le gouvernement de je ne sais quelle explosion de colère ouvrière et démocratiques. La révolution gronde dans sa voix.

Elle n'épouvante pas le ministre, car, aux applaudissements de la Chambre, il proteste contre les paroles de M. Sembat, fait appel à la sagesse des ouvriers et proclame, une fois de plus, l'absolue confiance du gouvernement dans le monde du travail. M. Gaston Doumergue, député du Gard, n'a confiance ni dans le monde ministériel ni dans le monde parlementaire, car il accuse le gouvernement et la Chambre d'avoir cédé aux injonctions du patronat. Mais c'est la dernière offensive des battus avant la retraite définitive.

L'ensemble du projet de loi, y compris le sursis Trannoy, est voté à la majorité de 442 voix contre 79. Il est huit heures et demie. La Chambre, harassée de fatigue, s'ajourne à jeudi prochain. Elle a été certainement la première victime de la loi sur les accidents du travail.

Pas-Perdus.

LE SÉNAT

Le Sénat s'attelle de nouveau au budget et s'attarde un instant à celui de la justice.

Il s'élève à 35 millions ; mais, ajoute le rapporteur, il y a encore une bagatelle de 400 autres millions à la charge des justiciables. C'est, dit-il, les tonnes de trop près ; nul ne saurait le contredire. Il semble excessif, en effet, qu'une condamnation à 1 franc d'amende entraîne 16 francs de frais. Harpagon lui-même rougirait de plumer aussi cruellement la poule.

Ayant signalé le mal, le rapporteur indique un remède ; il consisterait, en diminuant les frais, à augmenter le chiffre des amendes.

On nous assure que la Justice n'y perdrait rien ; il semble que les justiciables n'y gagneraient pas grand-chose. L'imprimerie nationale et la Légion d'honneur passent ensuite devant nos yeux avec la vitesse d'un train-éclair, et le budget des postes et télégraphes ne s'arrête un instant que pour permettre d'envoyer quelques bouquets d'orlies aux demoiselles des téléphones. M. Mougeot a promis qu'on n'aurait plus, à l'avenir, qu'à leur adresser des éloges. Il n'en coûte rien de l'espérer.

P. B.

« BRULEURS GUASCO »

A l'approche des chaleurs, et pour supprimer toutes les odeurs de tabac, cuisine, W.-C. ou autres, assainir, purifier vos appartements en détruisant les germes infectieux, garantir vos effets, fourrures, tentures et tapis de la destruction par les mites ; employer les appareils « Guasco ». Prix : depuis 8 francs franco. Renseignements gratuits. Pégat, 16, rue de la Sorbonne, Paris. Téléphone, 807-30.

ARRIVÉE DE MARCHAND A DJIBOUTI

Le ministre des colonies a reçu la dépêche suivante, qu'il a communiquée au Conseil des ministres et qui fait connaître que la mission Marchand est arrivée hier à Djibouti :

La mission, en parfait état de santé, entra le 16 mai à Djibouti. Au moment où nous arrivions au terme de la traversée de l'Afrique, et des trois années employées à l'accomplissement de la tâche qui nous a été confiée, le chef de la mission et ses officiers vont partir de nouveau au gouvernement et à leurs chefs militaires l'assurance respectueuse de leur dévouement, de leur esprit de discipline et d'obéissance, qu'ils n'ont pu altérer les trois années passées dans la brousse.

MARCHAND.

C'est, en effet, juste trois années qu'aura duré l'exploration Marchand. Elle s'embarqua à Marseille, pour gagner le Congo, en juin 1896 ; elle séjourna quelque temps dans cette colonie ; enfin, le 1^{er} mars 1897, elle quitta Brazzaville pour s'enfoncer dans les « ténébres de l'Afrique », suivant l'expression de Stanley.

D'une autre dépêche, également datée de Djibouti, il ressort que la mission a reçu, durant la fin de son voyage de retour, un accueil vraiment enthousiaste : les chefs somalis sont venus du désert pour saluer son passage, la colonie française de Djibouti, qui est allée à sa rencontre, comme nous l'avons dit, lui a témoigné ses ardeentes sympathies.

A Addis-Ababa, Ménélik a montré beaucoup d'intérêt pour les membres de la mission.

Il devait y avoir au palais une réception solennelle de la mission Marchand, le 2 avril, mais, à cause de l'indisposition du commandant, atteint de l'influenza, cette cérémonie fut remise au 3, et elle a très bien réussi.

La mission Marchand a été reçue par tous les Européens d'Addis-Ababa. Mais le rendez-vous favori des officiers était à la légation russe, où ils retrouvaient tous les représentants de l'Europe, sauf le lieutenant Harrington, représentant l'Angleterre, qui se tient à part et ne voit personne. Il paraît désolé de ce que les affaires de son gouvernement n'avancent pas comme il le peut le désirer. M. Lagarde est dans les meilleurs termes avec M. de Vlassof, ainsi que le capitaine Cicciola.

Le gouvernement a décidé d'accorder les récompenses demandées par le commandant Marchand pour le lieutenant Fouque, qui sera nommé chevalier de la Légion d'honneur, et pour un certain nombre de sous-officiers et de soldats indigènes de la mission, qui recevront la médaille militaire.

Le Conseil a, en outre, arrêté le programme des fêtes qui seront organisées en France en l'honneur de la mission Marchand.

A Toulon, la mission sera reçue officiellement par le préfet maritime et les délégués des ministres de la guerre, de la marine et des colonies. Elle quittera Toulon le lendemain et arrivera à Paris le surlendemain à 9 h. 20 du matin.

A la gare de Lyon, elle sera reçue par les représentants des ministres de la guerre, de la marine et des colonies, et par le président et par les membres du conseil d'administration du Cercle militaire.

Le ministre de la marine mettra sa voiture à la disposition du commandant Marchand. De la gare de Lyon, la mission se rendra au ministère de la marine, où un grand déjeuner, présidé par M. Lockroy, lui sera offert.

Le soir, une réception en l'honneur de la mission aura lieu au Cercle militaire. Le lendemain, la mission assistera à une soirée donnée par le ministre des colonies.

Une médaille commémorative, frappée par les soins du gouvernement, sera remise au commandant Marchand et à ses compagnons. Elle portera comme mention :

MISSION MARCHAND

DE L'ATLANTIQUE À LA MER ROUGE

Le Cercle militaire fait de grands préparatifs pour recevoir la mission. Le commandant sera logé dans l'appartement qui fut, en 1893, attribué à l'amiral Avellan.

Marc Landry.

(De notre correspondant particulier)

Toulon, 16 mai.

A la séance tenue ce soir par le Conseil municipal, M. Pastoureaux, maire, a officiellement annoncé que la mission Marchand débarquerait à Toulon. Cette déclaration a été soulignée par de chaleureux applaudissements. A l'unanimité le Conseil a nommé une Commission composée, de sept membres, chargée de préparer les détails de la réception du commandant et de ses braves compagnons.

Le docteur Flaissières, maire de Marseille, a fait savoir que le Conseil municipal de cette ville enverra une délégation à Toulon, le jour de l'arrivée de la mission. Le maire aura de main une entrevue avec le préfet maritime pour s'entendre sur les détails de la réception et du séjour du commandant.

NOTES D'UN PARISIEN

Depuis que M. de Freycinet a quitté le ministère de la guerre, il y a déjà eu deux interpellations sur les causes de son départ. Elles ont même donné lieu à des séances fort orageuses. La nouvelle sonnette de la Chambre en est restée fêlée ; un député s'est vu appliquer la censure, et le ministère, comme dans les grands jours, a dû poser la question de confiance.

Pendant ce temps, c'était, dans la presse, une bien autre antienne. Les polémiques faisaient rage, et chacun expliquait à sa manière la retraite de l'ancien ministre de la guerre. Il était parti parce qu'il était en désaccord avec ses collègues du cabinet ; il était parti parce qu'il était débordé dans son propre ministère ; il était parti pour ne pas avoir à appliquer les sanctions dont a parlé le président du Conseil ; il était parti pour ceci, parti pour cela. Il y a, dans les salons, un jeu de ce genre qui s'appelle le jeu des demandes et des réponses. Il n'y a qu'une différence dans la presse, c'est que chacun se fait à la fois sa demande et sa réponse.

Au milieu de ce vacarme, parmi toutes ces contradictions, que pouvait bien penser M. de Freycinet ? Que faisait-il, que disait-il ? On était sans aucune nouvelle de lui. On vient d'en avoir. L'ancien ministre a assisté avant-hier à la séance de l'Académie des sciences, et les journaux annoncent qu'il doit lire, à la prochaine réunion de cette assemblée, un important mémoire sur la température du soleil. Il se peut que ce mémoire soit déjà ancien et que le hasard seul en amène aujourd'hui la lecture. Mais le hasard, en ce cas, aurait bien spirituellement les choses, et il n'est pas défendu, dès lors, de croire que M. de Freycinet l'a un peu aidé. Cela permet, en effet, de préciser les véritables causes de son départ : il avait une communication urgente à faire à l'Académie des sciences. La raison est des plus plausibles, et c'est à se demander comment personne encore n'y avait songé...

E.

Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons reçu pour les infortunés recommandés par le *Figaro* :

W. R., à Nice (à répartir entre les familles pauvres), 120 fr. — Mlle Pauton (à répartir), 10 fr.

AU PARQUET

M. de Valles, juge d'instruction, continue son instruction relative au cas du docteur Edwards, alias San-Pablo, que le parquet cherche à poursuivre sous inculpation d'exercice illégal de la médecine.

De province et de l'étranger affluent, depuis plusieurs mois, rue Cadet, des malades ou des névrosés. Invocant saint Paul, le docteur Edwards pratiquait sur eux des passes magiques. La plupart se disaient guéris, d'autres, et ce sont les moins nombreux, regrettaient leur visite qu'ils n'avaient apporté aucun soulagement à leur mal.

M. de Valles fit samedi une descente rue Cadet, et sa visite inattendue contraria beaucoup ceux ou celles qui attendaient que le docteur Edwards leur communiquât son fluide bienfaisant. Le magistrat interrogea les personnes présentes ; toutes, sans exception, lui vantèrent les mérites de l'homme que la justice s'acharnait à tracter.

— Vous voulez nous enlever notre sauveur ; mais s'il est obligé de quitter Paris, nous le suivons partout !

M. de Valles saisit une nombreuse correspondance, et son cabinet ne désemplit pas depuis quelques jours.

De charmantes jeunes femmes de la colonie étrangère, entendues comme témoins, font le plus chaleureux éloge du docteur Edwards, en cherchant à le disculper. Avant la fin de la semaine, le juge entendra de nombreuses artistes parisiennes, notamment Mlle Cléo de Mérode et sa mère, Mme Emma Calvé, la Loie Fuller, si sa convocation la touche à Londres ; de nombreux littérateurs, artistes, etc.

Nous avons fait prendre hier des nouvelles des pompiers blessés dans l'incendie de la rue Ballu.

Le lieutenant Kock, brûlé si grièvement aux mains, aux bras et au visage n'est pas complètement guéri, mais il va beaucoup mieux. Il est sorti du Val-de-Grâce et continue son traitement dans sa chambre, à la caserne de la rue Blanche.

Le sergent Maillard est toujours à l'hôpital militaire Saint-Martin. Sa situation s'est un peu améliorée, mais on ne peut encore prévoir le moment de la guérison et on craint qu'il ne reste estropié des mains. Les brûlures en effet sont profondes et les muscles atteints.

Seul, le caporal Rey, complètement guéri, a pu reprendre son service.

M. Jacques Brillaud, l'étudiant blessé dans l'accident du tramway Place Clichy-Feuillantes, le 2 mai dernier, est toujours à la Charité. Bien qu'on le considère maintenant comme guéri, son état continue à être grave et demande les plus grandes précautions.

Les autres blessés vont mieux.

M. le baron Henri Vary de Bizi, handicapé de la Société d'encouragement, demeurant, 6, rue Royale, a été victime, hier, d'une imprudence qui lui a coûté la vie.

Il était rentré à dix heures du soir et, suivant sa coutume, il avait fait chauffer de l'eau sur un petit fourneau à gaz dont il omit de tourner le chef.

Il se coucha et quand sa bonne vint le réveiller, hier matin, elle le trouva mort.

L'asphyxie avait fait son œuvre.

La famille du défunt a été prévenue par M. Béloquin, commissaire de police du quartier, qui a procédé aux constatations.

Les obsèques de M. le baron de Bizi seront célébrées demain matin, à dix heures, à la Madeleine.

Les personnes qui n'auraient pas reçu de billet de faire part, sur prières de vouloir bien considérer le présent avis comme une invitation.

25 de ce mois, elle émettra 35,625 obligations de 100 de la Société métallurgique de l'Oural-Volga, à laquelle, dans un de ses derniers numéros, j'ai consacré une étude détaillée. Les obligations en cours d'émission rapportent un intérêt de 20 francs absolument net, le Socit n'ayant pas de charges. Elles sont remboursables à 500 francs net par tirage trimestriel, soit le dernier aura lieu le 1^{er} avril 1903 au plus tard. Le prix d'émission est fixé à 482 fr. 50, avec faculté de libération à la répartition, au prix de 480 fr. 75, ce qui fait ressortir le placement à plus de 4 1/2 0/0 net d'impôt, non compris la prime de remboursement. Il n'y aura pas de conversion avant 1907.

Quant aux garanties, elles résultent de l'importance même du capital-actions (25 millions) qui couvre le capital-obligations, et aussi de la nature de l'actif, car il n'est pas douteux que l'usine de l'Isartzyne qui est très bien outillée, et les hauts fourneaux et les mines de l'Oural, qui représentent un ensemble d'une valeur considérable.

Chemins calmes, comme toujours. De très fortes réalisations, plus grosses ici que partout ailleurs, ont ramené le *Suez* à 3,780, en perte d'une quarantaine de francs. Le *Gaz*, au contraire, remonte de 10 francs à 1,245. La *Thomson-Houston* reste à 1,602. L'*Oural-Volga* à 715. Le *Rio* remonte légèrement à 1,239 après 1,237 et 1,248. La *De Beers* est un peu plus faible à 760.

Le Boursier.

MINES D'OR

Le bruit que le gouvernement français aurait fait une démarche auprès du Transvaal, paraît devoir être considéré comme exact. Nous pensons même pouvoir ajouter que le gouvernement allemand s'est joint officiellement à notre pour appuyer, auprès du président Krüger, les revendications de la population étrangère. Mais les demandes des deux pays ne visent que certains points, parmi lesquels figurent, croyons-nous, la suppression du monopole de la dynamite et le droit de vote dans certaines conditions.

Ces nouvelles, jointes aux dépêches qui font prévoir la tenue prochaine d'une conférence entre sir Alfred Milner et le président Krüger, auraient dû exercer une influence favorable. Cependant la place de Londres a fait preuve d'une certaine lourdeur qui a paralysé quelque peu les bonnes dispositions de notre marché. Mais le peu d'entrain de Londres a une double raison : c'est d'abord le long délai (19 jours) qui sépare la liquidation de mi-mai de celle de la fin du mois ; c'est, d'autre part, l'approche des fêtes de la Pentecôte, pendant lesquelles le Stock-Exchange restera fermé du vendredi soir au mardi matin. Vaut-il donc pour le marché anglais une raison d'être d'absorber ou même s'écarter, sans à racheter ensuite, même à des cours plus élevés.

La cote anglaise n'offre, pour ainsi dire, aucun changement sur la veille.

A Paris, la *Treasury* a eu des demandes au Parquet entre 105 fr. et 106 fr. En Bourse, les affaires ont été assez actives, et la clôture s'effectue à peu de chose près comme le jour précédent. L'action *Göerz* et *Co* se tient très ferme, à 86 fr. 25. En ce moment de la *Village*, qui conserve son même cours de 233 fr. 50 ; de la *May Consolidated*, que l'on demande à 146 fr. ; de la *Goldendyne Estate*, qui reste à 215 fr. 50, après 218 fr. au plus haut, et de la *Lancaster*, qui cote 102 francs.

Parmi les valeurs spéculatives, la *Rand Mines*, qui avait d'abord pris une nouvelle avance, revient à 1,050 fr., contre 1,068 fr. *Chartered*, *East Rand* et *Goldfields* en moins-values variant de 2 fr. 75 à 1 fr. 50.

En résumé, ce qui ressort de la séance d'aujourd'hui, c'est que les valeurs françaises continuent à se porter sur les valeurs de placement qu'elles absorbent sans bruit. C'est une tactique qui, comme on le sait, leur a déjà bien réussi dans ces derniers temps.

Henry Dupont.

Gazette des Tribunaux

Le garde des sceaux a saisi officiellement, hier, la Cour de cassation de l'incident Grosjean.

M. le conseiller Faure-Biguet a été nommé rapporteur.

Nous avons conté l'incident qui s'est produit, avant-hier, devant la Cour d'assises, à propos des palmes académiques attribuées à l'un des accusés, nommé Trépan, et l'on connaît les singuliers propos tenus, à l'audience, par M. Perrad, employé au ministère de l'instruction publique.

A ce sujet, on nous communique la note suivante du ministère :

M. Georges Leygues a fait, dès ce matin, une enquête. La nomination de M. Trépan comme officier d'Académie n'est pas récente. Elle date du 1^{er} mai 1897 et était, d'ailleurs, justifiée à ce moment par des titres sur lesquels les autorités académiques et préfectorales avaient émis un avis favorable.

M. Perrad, l'employé dont il a été question, n'est nullement attaché au cabinet de M. Leygues. Il était expéditionnaire au ministère. Le ministre l'a relevé immédiatement de ses fonctions et en a nommé un autre.

Il va de soi que l'arrêté du 4^{er} mars 1897, nommant M. Trépan officier d'Académie, est rapporté.

L'ex-palmé s'est vu, en outre, condamner par la Cour à dix-huit mois de prison pour détournements.

C'est jouer de malheur !

George Grippon.

LES THÉÂTRES

Théâtre de l'Œuvre : *Fausta*, pièce en quatre actes, en vers de M. P. Sônnès.

L'affiche dit : « vers, en vers ». C'est, l'imagine, pour ne pas dire : tragédie. Pourquoi pas ? Car *Fausta* est une tragédie, c'est-à-dire un drame où la politique et l'amour jouent leur rôle dans une famille royale. J'ajoute tout de suite que, d'ailleurs, pièce, drame ou tragédie, point ne m'en chaut. L'essentiel est que l'œuvre ait de l'intérêt ou du mérite, et ni l'un ni l'autre ne lui font défaut.

Le prologue se passe à Byzance, au onzième siècle. Nous sommes dans la coulisse d'un théâtre. *Fausta*, actrice à la mode, ne veut pas jouer. Elle est tout entière à l'amour que lui a inspiré un cabotin. Mais on vient lui annoncer que le prince de Galles — pardon ! le prince de Salerne — est dans la salle. Là-dessus, *Fausta* s'habille, ou pour mieux dire, se déshabille, car Mlle Laparcerie qui joue le rôle, avec une belle audace, ne nous a rien laissé ignorer de ses grâces plastiques. Et ces grâces ont impressionné le prince de Salerne à ce point qu'il épouse *Fausta* sur l'heure.

Vingt ans se passent. *Fausta* règne sur Salerne et sur l'âme du prince, qu'elle trompe, du reste, de façon effrontée avec le seigneur Gannys. Mais les choses vont assez mal à Salerne. Le nonce du Pape (ceci me rappelle la *Faustine*) est fort hostile à *Fausta*. Le règne de cette Pompadour risque d'amener,

pour Salerne, des difficultés menaçantes, une guerre peut-être. *Fausta* y coupe court en faisant empoisonner le prince son époux par son amant Gannys. Et comme elle a une fille, Aella, elle marie celle-ci à son amant, quoique Aella aime le chevalier Raimbaud. *Fausta* abdique même ; mais, en réalité, elle n'abandonne ni le pouvoir ni son amant et elle les garde l'un par l'autre. Il prend place la péripétie, qui est fort dramatique. Quoique Aella n'aime qu'à moitié son mari Gannys, elle apprend cependant avec plaisir qu'il est l'amant de sa mère. Elle a, avec celle-ci, qui prétend la confiner dans son palais, une orageuse explication, et, comme elle réclame ses droits sur son mari, *Fausta* laisse échapper son secret : « Aime-le si tu veux ! Il a empoisonné ton père ! » Cet aveu du crime arrive aux oreilles du légat du Pape, qui soulève Salerne. Gannys et *Fausta* passent en jugement et sont condamnés à mort. Aella les mande devant elle. Elle peut leur faire grâce. Gannys, assassin très pieux, se roule à ses genoux ; *Fausta*, criminelle de haut vol, se refuse à toute marque de repentir, et Aella feint de ratifier la sentence. En réalité, elle a signé la grâce des coupables. Mais *Fausta* s'est empoisonnée. Quant à Gannys, il se trouve en présence du Sarrasin Mansour, un prince qui aime *Fausta* et pour qui *Fausta* n'a pas été cruelle. Et comme *Fausta*, à son heure dernière, déclare à Mansour qu'elle n'a jamais aimé que ce beau coquin de Gannys, qui se la peur, Mansour ne fait ni une ni deux : il l'attrape Gannys par la peau du dos et le jette par la fenêtre au peuple de Salerne, qui l'écharpe. Ne doutez pas que Aella, veuve, n'épouse Raimbaud.

Cette tragédie est pour l'époque, ni pour la race. Le onzième siècle est plein de fureurs et *Fausta* est bien une courtoise de la Byzance de Théodora. Il y a, dans l'œuvre, un beau souffle de terreur et de passion. Les vers, de forme classique assez renouvelée, sont souvent très bien frappés et il s'en trouve de très heureux. C'est un début dramatique très honorable pour le magistrat qui s'est délassé des horreurs de la Cour d'assises en racontant les horreurs de l'Histoire.

Fausta est, en général, très convenablement jouée. J'y ai remarqué M. Charny, qui joue le rôle, très bien tracé, d'un médecin philosophe et courtois, Gorgonius. C'est Mlle Cora Laparcerie qui représente *Fausta*. Elle a obtenu, au prologue, un genre de succès très particulier quand elle apparaît en maillot, et tout le long de la pièce, on a pu applaudir son feu et son accent pathétique, parfois mal réglés encore, mais très réels. Qu'elle se mette cependant de la tentation d'imiter trop directement Mme Sarah Bernhardt.

Olympia : Spectacle nouveau

J'ai été faire un tour à l'Olympia, qui a renouvelé son affiche. Du spectacle ancien, il reste pourtant « Little Tich », cette évocation singulière du personnage du Bouffon. M. J'ai assisté aux débuts d'une troupe russe de chanteurs et de danseurs, qui chantent avec douceur et dansent avec rage. Ils ont pu, l'alliance se cimenter chaque jour. Puis, c'était un ballet : *La Fée des Poupées*. Le thème est connu. C'est celui des marionnettes, des jouets et des poupées qui retrouvent la vie et nous donnent, tantôt avec une grâce supérieure à la réalité, tantôt avec une ironie parodique, l'illusion de la vie. Mais, si ce thème de ballet n'est pas inédit, il est des plus plaisants. La musique, ici, est charmante et la mise en scène élégante et amusante. Mme L. Campana joue le rôle d'un petit tambour, qui s'anime tout à fait avec le gracieux travesti. Mme Willy représente la Fée des Poupées, qui sont presque toutes de jolies personnes, et de ces poupées qui, en réalité, excellent à faire des hommes les pantins dont elles tiennent les fils. Tout cela est plaisant et de joligot.

Henry Fouglier.

COURRIER DES THÉÂTRES

A la demande d'un grand nombre d'abonnés, la direction de l'Odéon remet au 5 juin le spectacle d'abonnement qui tombait le 22 mai, lundi de la Pentecôte.

La date du lundi 29 mai reste réservée aux abonnés de la 2^e série.

M. Henri Lavedan adresse de Florence une lettre où il rappelle le passage au sujet de son dernier article « Pour une affiche ».

Nous y cueillons cette phrase, qui se trouve être une information inédite :

« Vous dites que j'en serai quité, comme pénitence, pour écrire une pièce destinée aux Français. Vous ne croyez pas dire si vrai ! Je l'ai déjà commuée. »

Au Vaudeville, ce soir, cinquantième représentation de *Mme de La Fayette*.

A l'occasion des congés de la Pentecôte, l'émouvante comédie de M. Emile Moreau sera jouée en matinée le lundi 22 mai. Cette matinée sera la dernière de la saison.

Le théâtre de la République reprendra samedi les *Deux Orphelins*.

Ensuite M. Lemonnier mettra tous ses soins à monter le *Roi des Gascons*, un grand drame nouveau de l'auteur du *Bard Rouge*, que nous avons annoncé l'autre jour.

La Comédie-Française a donné avant-hier, au théâtre de Montdidier, excellentement, présentée par Mlle du Minil, MM. Truffier et Barral, la première représentation d'une comédie en un acte, en vers, *L'Humour noir*, d'après l'ancien, de MM. Truffier — l'interprète lui-même — et Malo Renault, avec musique de M. Laurent Léon.

Cet événement a reçu le meilleur accueil et il est à présumer que cette jolie pièce viendra bientôt à Paris.

La matinée — à laquelle ont pris également part, et avec un grand succès, Mlle Lafarge, Mme Segond-Weber et M. Bartet, était présidée par M. Légrand, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, en l'honneur de l'inauguration de la mairie de Montdidier.

M. Léopold Wenzel, l'habile chef d'orchestre de l'Empire Theatre à Londres, vient de recevoir la rosette d'officier de l'Instruction publique.

PETITES NOUVELLES

Mlle Yvonne Hachette, une charmante artiste, fille du comédien qui amusa au Palais-Royal plusieurs générations, est engagée au Casino du Havre.

Judi 18 mai, à 4 h. 1/2, à la mairie du sixième arrondissement (place Saint-Sulpice), 17^e séance du cours gratuit de M. E. Cailas, de l'Odéon. Audition des œuvres du poète Dorchain avec les concours du compositeur H. Eymieu et du conférencier Pierre de Lapompraye.

Le théâtre de la République reprendra samedi les *Deux Orphelins*.

Ensuite M. Lemonnier mettra tous ses soins à monter le *Roi des Gascons*, un grand drame nouveau de l'auteur du *Bard Rouge*, que nous avons annoncé l'autre jour.

La Comédie-Française a donné avant-hier, au théâtre de Montdidier, excellentement, présentée par Mlle du Minil, MM. Truffier et Barral, la première représentation d'une comédie en un acte, en vers, *L'Humour noir*, d'après l'ancien, de MM. Truffier — l'interprète lui-même — et Malo Renault, avec musique de M. Laurent Léon.

Cet événement a reçu le meilleur accueil et il est à présumer que cette jolie pièce viendra bientôt à Paris.

La matinée — à laquelle ont pris également part, et avec un grand succès, Mlle Lafarge, Mme Segond-Weber et M. Bartet, était présidée par M. Légrand, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, en l'honneur de l'inauguration de la mairie de Montdidier.

M. Léopold Wenzel, l'habile chef d'orchestre de l'Empire Theatre à Londres, vient de recevoir la rosette d'officier de l'Instruction publique.

Au Vaudeville, ce soir, cinquantième représentation de *Mme de La Fayette*.

A l'occasion des congés de la Pentecôte, l'émouvante comédie de M. Emile Moreau sera jouée en matinée le lundi 22 mai. Cette matinée sera la dernière de la saison.

Le théâtre de la République reprendra samedi les *Deux Orphelins*.

Ensuite M. Lemonnier mettra tous ses soins à monter le *Roi des Gascons*, un grand drame nouveau de l'auteur du *Bard Rouge*, que nous avons annoncé l'autre jour.

La Comédie-Française a donné avant-hier, au théâtre de Montdidier, excellentement, présentée par Mlle du Minil, MM. Truffier et Barral, la première représentation d'une comédie en un acte, en vers, *L'Humour noir*, d'après l'ancien, de MM. Truffier — l'interprète lui-même — et Malo Renault, avec musique de M. Laurent Léon.

Cet événement a reçu le meilleur accueil et il est à présumer que cette jolie pièce viendra bientôt à Paris.

La matinée — à laquelle ont pris également part, et avec un grand succès, Mlle Lafarge, Mme Segond-Weber et M. Bartet, était présidée par M. Légrand, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, en l'honneur de l'inauguration de la mairie de Montdidier.

M. Léopold Wenzel, l'habile chef d'orchestre de l'Empire Theatre à Londres, vient de recevoir la rosette d'officier de l'Instruction publique.

Au Vaudeville, ce soir, cinquantième représentation de *Mme de La Fayette*.

A l'occasion des congés de la Pentecôte, l'émouvante comédie de M. Emile Moreau sera jouée en matinée le lundi 22 mai. Cette matinée sera la dernière de la saison.

Le théâtre de la République reprendra samedi les *Deux Orphelins*.

Ensuite M. Lemonnier mettra tous ses soins à monter le *Roi des Gascons*, un grand drame nouveau de l'auteur du *Bard Rouge*, que nous avons annoncé l'autre jour.

La Comédie-Française a donné avant-hier, au théâtre de Montdidier, excellentement, présentée par Mlle du Minil, MM. Truffier et Barral, la première représentation d'une comédie en un acte, en vers, *L'Humour noir*, d'après l'ancien, de MM. Truffier — l'interprète lui-même — et Malo Renault, avec musique de M. Laurent Léon.

Cet événement a reçu le meilleur accueil et il est à présumer que cette jolie pièce viendra bientôt à Paris.

La matinée — à laquelle ont pris également part, et avec un grand succès, Mlle Lafarge, Mme Segond-Weber et M. Bartet, était présidée par M. Légrand, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, en l'honneur de l'inauguration de la mairie de Montdidier.

M. Léopold Wenzel, l'habile chef d'orchestre de l'Empire Theatre à Londres, vient de recevoir la rosette d'officier de l'Instruction publique.

Au Vaudeville, ce soir, cinquantième représentation de *Mme de La Fayette*.

A l'occasion des congés de la Pentecôte, l'émouvante comédie de M. Emile Moreau sera jouée en matinée le lundi 22 mai. Cette matinée sera la dernière de la saison.

Le théâtre de la République reprendra samedi les *Deux Orphelins*.

Ensuite M. Lemonnier mettra tous ses soins à monter le *Roi des Gascons*, un grand drame nouveau de l'auteur du *Bard Rouge*, que nous avons annoncé l'autre jour.

La Comédie-Française a donné avant-hier, au théâtre de Montdidier, excellentement, présentée par Mlle du Minil, MM. Truffier et Barral, la première représentation d'une comédie en un acte, en vers, *L'Humour noir*, d'après l'ancien, de MM. Truffier — l'interprète lui-même — et Malo Renault, avec musique de M. Laurent Léon.

Cet événement a reçu le meilleur accueil et il est à présumer que cette jolie pièce viendra bientôt à Paris.

La matinée — à laquelle ont pris également part, et avec un grand succès, Mlle Lafarge, Mme Segond-Weber et M. Bartet, était présidée par M. Légrand, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, en l'honneur de l'inauguration de la mairie de Montdidier.

M. Léopold Wenzel, l'habile chef d'orchestre de l'Empire Theatre à Londres, vient de recevoir la rosette d'officier de l'Instruction publique.

Au Vaudeville, ce soir, cinquantième représentation de *Mme de La Fayette*.

A l'occasion des congés de la Pentecôte, l'émouvante comédie de M. Emile Moreau sera jouée en matinée le lundi 22 mai. Cette matinée sera la dernière de la saison.

Le théâtre de la République reprendra samedi les *Deux Orphelins*.

Ensuite M. Lemonnier mettra tous ses soins à monter le *Roi des Gascons*, un grand drame nouveau de l'auteur du *Bard Rouge*, que nous avons annoncé l'autre jour.

La Comédie-Française a donné avant-hier, au théâtre de Montdidier, excellentement, présentée par Mlle du Minil, MM. Truffier et Barral, la première représentation d'une comédie en un acte, en vers, *L'Humour noir*, d'après l'ancien, de MM. Truffier — l'interprète lui-même — et Malo Renault, avec musique de M. Laurent Léon.

Cet événement a reçu le meilleur accueil et il est à présumer que cette jolie pièce viendra bientôt à Paris.

La matinée — à laquelle ont pris également part, et avec un grand succès, Mlle Lafarge, Mme Segond-Weber et M. Bartet, était présidée par M. Légrand, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, en l'honneur de l'inauguration de la mairie de Montdidier.

M. Léopold Wenzel, l'habile chef d'orchestre de l'Empire Theatre à Londres, vient de recevoir la rosette d'officier de l'Instruction publique.

Au Vaudeville, ce soir, cinquantième représentation de *Mme de La Fayette*.

A l'occasion des congés de la Pentecôte, l'émouvante comédie de M. Emile Moreau sera jouée en matinée le lundi 22 mai. Cette matinée sera la dernière de la saison.

Le théâtre de la République reprendra samedi les *Deux Orphelins*.

Ensuite M. Lemonnier mettra tous ses soins à monter le *Roi des Gascons*, un grand drame nouveau de l'auteur du *Bard Rouge*, que nous avons annoncé l'autre jour.

La Comédie-Française a donné avant-hier, au théâtre de Montdidier, excellentement, présentée par Mlle du Minil, MM. Truffier et Barral, la première représentation d'une comédie en un acte, en vers, *L'Humour noir*, d'après l'ancien, de MM. Truffier — l'interprète lui-même — et Malo Renault, avec musique de M. Laurent Léon.

Cet événement a reçu le meilleur accueil et il est à présumer que cette jolie pièce viendra bientôt à Paris.

La matinée — à laquelle ont pris également part, et avec un grand succès, Mlle Lafarge, Mme Segond-Weber et M. Bartet, était présidée par M. Légrand, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, en l'honneur de l'inauguration de la mairie de Montdidier.

M. Léopold Wenzel, l'habile chef d'orchestre de l'Empire Theatre à Londres, vient de recevoir la rosette d'officier de l'Instruction publique.

Au Vaudeville, ce soir, cinquantième représentation de *Mme de La Fayette*.

Audition de Mlle Jane Pierny, des Folies-Dramatiques, et M. Maurel, de la Scala.

Le théâtre de la Scala, devant être livré aux ouvriers à la fin de la semaine afin d'y commencer d'importants travaux en vue de l'Exposition, la direction se voit obligée d'arrêter en plein succès les représentations de *Le Balhy*, la spirituelle diva et son gai partenaire Forcyne ne joueront plus que trois ou quatre fois : *Pour qui s'emballe-t-elle ?*

La Fontaine des Fées, le joli ballet de Salvayre et Bernac, continue sa brillante carrière à Marigny.

Tout concourt d'ailleurs à sa vogue : la musique, qui est d'un maître, l'affabulation, qui est d'un poète, enfin, ces merveilleuses agencements scéniques qui sont : le tableau des « Régions de l'Onde » et celui de la « Fontaine », au moment de l'apothéose.

Avis à ceux qui n'ont pas encore entendu aux Mathurins les célèbres *Chansons de la Bacchante*, par Mlle Jane Pierny et M. Louis Maurel. Il ne sera plus donné que deux auditions du dernier grand succès de M. Maurice Lefèvre et de ses remarquables interprètes : aujourd'hui mercredi, à 4 h. 1/2, et samedi prochain. Les *Chansons de la Bacchante* ont été jouées, pour commencer leur tour de France et franchir les mers, M. Maurice Lefèvre part pour Londres la semaine prochaine pour organiser ses représentations pendant le cours de la saison. Donc, aujourd'hui, aux Mathurins, on pourra, à 4 h. 1/2, applaudir, une fois encore, ce si amusant spectacle.

Au théâtre des Capucines, le succès des *Tribunaux comiques*, l'amusante pièce tirée par MM. G. Courteline et Pierre Véber de l'œuvre célèbre de Jules Moinat, dépasse toutes les prévisions. Il est certain, d'après les succès, que l'annuelle du théâtre des Capucines n'aura pas lieu avant le mois de juillet.

Aux Mathurins, M. Jacques Redelsperger vient d'ajouter de nouvelles chansons et un nouveau de sa spirituelle revue : *Vive l'Almée*. Ce duo et ces chansons sont chantés par Marguerite Deval et Guyon fils. Bonnard, Bataille et Balha lancent aussi de nouvelles actualités, Fragerolles et Meudrot se font applaudir dans leurs œuvres et *Vive l'Almée* en est sa sixième-quinzième représentation et... ce n'est pas fini.

La Société des Instruments anciens, fondée par MM. L. Diémer, Delsart, Van Waeleghem et Grillet, a donné hier après midi, devant une salle comble, son premier concert annuel à la salle Erard.

MM. Diémer, Van Waeleghem, Delsart et Grillet ont exécuté d'une manière experte de vieilles mélodies de Bach, Ariosti, Dondrieu, Rameau, etc., et leur ont donné un charme peu commun.

Grand succès aussi pour Mlle Marcella Pregi, dont la belle voix a fait merveille dans une cantate de Rameau.

Le deuxième et dernier concert aura lieu le 23, à la salle Erard, à 4 heures précises.

On donnera demain, à Parisiana, en matinée populaire, *Plus que raide*, l'amusante revue, avec la comédienne Anna Thibaud, Reschal, et tous les artistes de la création, B. de Castillon, Velly, Chavay-Gier, Stelly, Baudry, Yvain, Delbert, etc., etc.

Demain au Jardin d'Acclimatation, concert à trois heures. Programme :

Marche des réserves (J. LAFITTE). — Ouverture du Canard à trois becs (JONAS). — Célèbre menuet (BOCCERINI). — Lucie de Lammermoor (F. MENDELSSOHN). — Marche de l'Armée (M. LAFITTE). — 7^e^e marche, marche (HÉRAUD). — Fantaisie sur les *Huguenots* (MÉTÉBEER). — Air hongrois (BRAHMS). — Ouverture de *Guillaume Tell* (ROSSINI). — Aux armes, marche (BOSCH).

A. Mercklein.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à demain la fin d'une PAGE PERDUE D'HONORÉ DE BALZAC, de M. le vicomte de Spoelberch de Lovenjoul.

La Vie Sportive

LE TURF

COURSES A ENGHEN

Au début de la réunion, nous avons appris avec peine la mort du baron de Bizi, que nous avions vu la veille en pleine santé. On l'a trouvé mort dans son lit ; il avait succombé à une asphyxie déterminée par une fuite de gaz. Le baron de Bizi suivait assidûment les courses ; il était depuis quelques années hôte de la Société d'Encouragement. Il avait possédé une écurie de courses et montait volontiers ses chevaux dans les courses de gentlemen. Il comptait de nombreux amis.

Le steeple-chase annuel d'Enghien a obtenu son succès accoutumé. Ce prix de 25,000 fr. donne presque toujours lieu à une course superbe. Sur une piste merveilleusement établie, deux chevaux se sont présentés au poteau et la victoire est revenue à Vigoureux qui attirait l'attention par son poids avantageux.

Fragolette lui a opposé une assez vive résistance. Mais les seize livres qui les séparaient se sont fait sentir à la lutte et le cheval de M. Liénart n'a pu prendre que la seconde place devant Somnail et Réteux qui ont également obtenu une bonne course.

Malgré le temps très incertain, le public s'était rendu nombreux sur l'hippodrome de Saint-Gratien, attiré par un programme qui a tenu toutes ses promesses.

Le Prix de l'Indre, 3,000 fr., 3,100 m., a été pour L'Aurore II (4/4), à M. H. Hurst (Amphibie), battant Rouge Daim, à M. Ch. (Hôte) (Hôte), et Instantané, au comte L. de Fadate (Collier).

Catamarca, Barbier et Blue Dun ont mené devant Rouge Daim, L'Aurore II, les autres en peloton. Instantané dernier. Après les tribunes, L'Aurore II, Barbier, Catamarca, Rouge Daim et Serpenteau galopèrent devant Instantané, qui s'était rapproché. L'Aurore II augmenta son avance entre les tournants pour l'emporter de quatre longueurs sur Rouge Daim. Instantané, troisième à cinq longueurs.

Pari mutuel à 40 fr. : 50 fr. Placés : L'Aurore II, 15 fr. ; Rouge Daim, 14 fr. ; Instantané, 13 fr. 50.

L'Aurore II a été achetée pour 6,700 francs par M. Bachelot.

Le Prix de la Marche, 3,000 fr., 2,800 m., a été pour Hyksos (1/2), à M. Alb. Menier (West), battant Echauffour, à M. J. des Forts (A. Johnson) et Cluny II, à M. Ph. Sanlaville (Rich).

Aux tribunes, Hyksos et Flambant étaient ensemble devant Pensive, Echauffour, Cluny II et Lanier. En face, Flambant fléchissait et était remplacé par Pensive, Echauffour et Cluny II se rapprochaient. Entre les tournants, Cluny II rejoign

